

## En relief

## Le calme bâlois

La campagne n'a pas déchaîné les passions à Bâle. Dans une cité rhénane où l'extrême droite réalise des scores très bas à chaque scrutin, l'issue semble jouée d'avance : « Comment voulez-vous que les Bâlois votent non et refusent l'ouverture vers l'Europe alors que nous avons tant besoin de la main-d'œuvre étrangère, française et allemande en particulier, pour faire tourner notre économie ? », interroge Eva Linder, directrice d'un magasin de prêt-à-porter du centre-ville qui emploie de nombreux Français et Allemands.

Sans doute conscients de leur intégration très forte au sein d'un espace trinational, les Bâlois sont, selon les derniers sondages, les plus favorables à l'extension des accords bilatéraux Suisse-UE en Suisse alémanique. Mais sans doute les responsables politiques bâlois n'ont également pas tenu à animer la campagne, et à réveiller ainsi certaines craintes de leurs électeurs sur le renchérissement des terrains et des loyers : depuis l'application des premiers accords sur la libre circulation des personnes au début des années 2000, un nombre croissant d'Allemands a élu domicile à Bâle et dans les environs, contribuant ainsi à la forte demande dans l'immobilier local et au renchérissement des prix. D'où certaines craintes que Bâle, bastion traditionnel des europhiles en Suisse, ne voit s'effriter la base de cet électoral au profit du camp des eurosceptiques. Avec le risque que les quelques voix de différence ne fassent basculer le scrutin à l'échelle fédérale. M.H.



Un panneau appelant à voter «oui», à la gare de Bâle. (Photo DNA)

## Repères

## Le chômage au plus haut depuis deux ans

Le taux de chômage en Suisse a poursuivi sa progression en janvier : il a atteint 3,3%, contre 3% en décembre, son plus haut niveau depuis deux ans. A la fin du mois de janvier, 128 430 personnes étaient inscrites au chômage auprès des offices régionaux de placement, soit 9 668 de plus qu'en décembre, selon le secrétariat d'Etat à l'économie (Seco). Le chômage chez les jeunes âgés entre 15 et 24 ans a augmenté de 10,9% à 21 366 personnes le mois dernier. La Suisse, touchée à son tour par le ralentissement économique mondial, a enregistré en 2008 un taux de chômage de 2,6%, contre 2,8% en 2007. La Suisse devrait cette année tomber en récession, avec une contraction entre 0,5% et 1% du produit intérieur brut (PIB), selon la Banque nationale suisse.

## Référendum de dimanche

## LA SUISSE AU TOURNANT DE L'UNION EUROPÉENNE

Les électeurs helvétiques décideront demain de la reconduction des accords de libre circulation avec l'Union européenne (UE) ainsi que de leur extension à la Roumanie et à la Bulgarie. De cette votation dépendra aussi l'avenir des « bilatéraux », ces traités qui régissent les rapports entre les 27 et la Suisse.

■ L'enjeu de ce référendum est de taille car Bruxelles, avec lequel Berne a multiplié les partenariats économiques, a d'ores et déjà prévenu qu'un « non » entraînerait l'application de « la clause de la guillotine ». Selon ce principe, les six autres accords signés en 1999 entre la Suisse et l'UE en même temps que celui sur la libre circulation, deviendraient caducs, ainsi que l'adhésion à l'espace Schengen. Une perspective angoissante pour les autorités de Berne, conscientes que la Confédération helvétique est extrêmement dépendante de ses voisins qui absorbent les deux tiers de ses exportations.

## Un travailleur étranger sur quatre parmi la population active

Depuis plus d'un mois, pas un jour ne passe sans qu'un ministre n'intervienne pour défendre les accords avec Bruxelles. Ils ont ouvert un marché de 500 millions de consommateurs et apporté 1% de croissance annuelle à la Confédération en générant 250 000 emplois depuis 2004. Par ailleurs, en manque de main-d'œuvre qualifiée et confrontée à une démographie en baisse, l'économie suisse ne fonctionne qu'en comptant un travailleur étranger sur quatre parmi sa population active. Et quelque 400 000 Suisses (5% de la population) résident



L'Union démocratique chrétienne (UDC), notoirement xénophobe et anti-européenne, a placardé des affiches représentant des corbeaux noirs, supposés roumains et bulgares, tentant de dévorer le territoire suisse. L'image a choqué. (Photo AFP)

dans l'UE. Enfin, 900 000 ressortissants de l'UE vivent dans la Confédération avec la possibilité d'y travailler.

Les arguments économiques sont encore rendus plus cruciaux par la crise qui n'épargne pas la Suisse avec un taux de chômage de 3,3% en janvier et une récession annoncée de l'ordre d'un point de PIB (voir ci-contre).

Mais la peur que des travailleurs étrangers ne « volent » des emplois aux Suisses alimente les discours de la droite dure, principale opposante à un rapprochement avec l'UE.

L'Union démocratique chrétienne (UDC), notoirement xénophobe et anti-européenne, n'a pour cela pas ménagé ses effets et diffusé

des affiches représentant des corbeaux noirs, supposés roumains et bulgares, tentant de dévorer le territoire suisse. Ce parti, première force de la Confédération (29% des voix) qui vient de retrouver une place au gouvernement, est un habitué du registre. Il n'avait pas hésité en 2007 à représenter trois moutons blancs sur un drapeau suisse,

expulsant d'une ruade un mouton noir.

Pour l'UDC, la Bulgarie et la Roumanie sont « deux pays du tiers monde au sein de l'UE, rongés par la corruption et la criminalité ».

Selon le dernier sondage du 30 janvier le « non » se situerait à 43%. Toutefois, les partisans du « oui » demeureraient plus nombreux.

## Interview / Andreas Gross, conseiller national

## DANS VINGT ANS, L'ADHÉSION, SEULE SOLUTION...

■ **Andreas Gross, conseiller national socialiste à Berne et membre de la délégation parlementaire suisse au Conseil de l'Europe, est un fervent défenseur du « oui ». Interview.**

- Quelle sera l'issue du scrutin ?

- Je suis convaincu que la majorité de la population va glisser un oui dans les urnes. La Suisse est un pays très sensible aux contraintes économiques et ne va pas bêtement remettre en question ses relations avec l'UE en pleine crise mondiale. Il faut tenir compte des réalités. Par exemple, 65% des exportations helvétiques vont dans l'UE et 80% des biens importés viennent de l'Union. Aucun autre pays n'est aussi étroitement lié à l'UE. Prétendre pouvoir exister comme nation insulaire dans le tissu économique européen serait stupide. L'avenir européen de la Suisse se joue dimanche.

- En cas de non, quelles conséquences ?

- Un refus s'apparenterait à un retour en arrière et entraînerait une période d'incertitudes. La Suisse a la prétention de croire que l'UE sera

prête à renégocier. Or, on ne peut pas avoir le beurre et l'argent du beurre. Dix-neuf traités internationaux et 140 accords seraient mis en question. Un non serait comparable à une gifle donnée à l'UE, pour ensuite supplier Bruxelles de renégocier...

## La Suisse devrait contribuer à fédéraliser l'Europe

- Que dites-vous à ceux qui prônent le non ?

- Que leurs peurs sont infondées. D'ailleurs, la libre circulation a permis d'améliorer les conditions de travail en Suisse. C'est aussi grâce aux travailleurs étrangers que les contrôles sur le dumping salarial ont été renforcés. Dans le passé, l'ouverture des frontières aux Portugais et aux Polonais n'a entraîné aucun afflux de demandeurs d'emploi. Une extension de la libre circulation aux Bulgares et aux Roumains ne peut être considérée comme une menace. Ce que l'accord implique aussi, c'est un meilleur contrôle du marché du travail dont les Suisses profiteront à leur tour.

- Un vote oui renforcerait-il la politique européenne de la Suisse ?

- Avoir une place au sein de l'Europe est crucial. Depuis des années, la Suisse se trouve dans une impasse sans qu'on s'en rende compte. Avec les « bilatéraux », le pays perd la capacité de déterminer son avenir. Comme le développement des lois est réservé à l'UE, la voix de la Suisse n'est pas entendue. C'est un dilemme. La Suisse n'a jamais été juridiquement autant liée à l'UE mais mentalement aussi loin de l'intégration. Cette contradiction ne peut pas durer.

- La population, dans le contexte de crise économique, serait-elle plus favorable à une adhésion ?

- Non, la Suisse ne suivra pas l'exemple islandais. L'Islande, ravagée par la crise, est sur le point de demander une procédure d'adhésion accélérée. En Suisse, l'heure est à la retenue. Plus tentée par le repli que par l'ouverture en ces temps tourmentés, la Confédération cultive une certaine distance mentale. Pour résister aux bouleversements, les gens adoptent une attitude plus équilibrée et peu généreuse.



Andreas Gross : « Depuis des années, la Suisse se trouve dans une impasse sans qu'on s'en rende compte. » (Photo Conseil de l'Europe)

se. Tant que la pression de l'extérieur ne sera pas perçue comme un appel à une ouverture d'esprit par rapport à la question européenne, le pays restera dans un état de paralysie.

Pour en sortir, sa population devrait avoir la volonté de comprendre les 150 ans de l'histoire qui lie la Suisse à l'Europe. C'est à nous de prendre notre avenir en main tout en tenant compte de notre passé. Mais l'Europe aussi

doit être réformée. Le clivage entre les institutions et le citoyen est beaucoup trop important. La Suisse devrait contribuer à fédéraliser et à démocratiser l'Europe... Quand, à terme -d'ici 20 ans- l'adhésion à l'UE deviendra la seule solution possible, tant dans le domaine politique qu'économique et social, la Suisse franchira ce pas dans la dignité et non à genoux.

Propos recueillis par Karin Ammann